

le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire à l'ordre de SARO
ou chèque postal à l'ordre du
« Prolétaire »

Abonnements :
1 an : 60 F ; 6 mois : 30 F
pli fermé : 90 F et 45 F
Abonnements de soutien :
partir de 100 F

17^e ANNEE - N° 337
LE NUMERO : 2 F 50
20 FB - 1 FS
15 au 28 mai 1981

Mitterrand chasse Giscard

Les pompiers sociaux sont arrivés !

Après avoir tenté de se refaire une virginité politique pendant 23 ans d'opposition, le parti socialiste revient au gouvernement. Il en avait été éliminé dans une crise grave de la bourgeoisie française provoquée par le mouvement d'indépendance des masses exploitées d'Algérie contre lesquelles il a mené une guerre sans vergogne. La reconversion de l'impérialisme français

exigeait un « pouvoir fort ».

Le PS revient aujourd'hui au gouvernement dans une nouvelle période de crise, internationale cette fois, une crise de la société tout entière, où la classe dominante doit tenir compte à nouveau d'une classe ouvrière qui menace de se réveiller, au cœur même des métropoles impérialistes.

Mitterrand a tout à fait raison de dire qu'il ne s'agit pas d'un changement de société mais simplement d'un changement de politique. La société bourgeoise reste en place, avec le capital qui accumule les richesses à un pôle de la société et la misère à l'autre pôle, avec ses antagonismes entre Etats et ses guerres, avec la faim, le chômage, avec l'esclavage salarié. L'Etat bourgeois, citadelle de l'ordre établi capitaliste, reste en place, avec ses parachutistes et ses CRS, ses juges et ses bureaucrates, ses curés et ses idéologues.

Le but de la nouvelle politique est le déploiement systématique d'un tissu social de collaboration dont tous les fils soient unifiés par le gouvernement. La généralisation de structures de participation à tous les niveaux venant compléter le parlement et les municipalités (comités d'entreprise, région, quartier, etc.) a pour but d'assurer à la machine d'oppression capitaliste qu'est l'Etat l'appui de vastes couches sociales (cadres, aristocratie ouvrière, couches moyennes) qui jouent un rôle d'amortisseurs de la lutte

sociale. La mise en place systématique de structures de négociation contractuelles, d'engagements planifiés a pour but d'entraîner dans les filets du dialogue les mouvements de la classe ouvrière, au moment où l'exigence de l'austérité et des sacrifices fait craindre qu'elle ne se remette en mouvement.

« Rassemblement national », « réconciliation nécessaire » de la « communauté nationale », « réapprendre à passer contrat », « préoccupation du possible », tels sont les mots d'ordre ! Peindre l'Etat capitaliste aux couleurs roses de l'harmonie entre les classes pour désarmer la classe ouvrière et cacher le renforcement et le blindage de l'appareil d'oppression derrière le rideau de fumée d'une énième « réforme démocratique », tel est l'objectif.

Un tel gouvernement n'est nullement un cheval de Troie de la classe ouvrière dans la forteresse ennemie de l'Etat capitaliste : il cherche au contraire à dresser devant lui de nouvelles protections contre toute menace prolétarienne. C'est

DANS CE NUMERO

- Où est passé l'élan de la Commune ?
- France : premières leçons des présidentielles.
- Salvador : les racines de la violence (2).
- Liban : enjeux des affrontements.

contre le gouvernement, en même temps que contre le patronat et toute la machine de l'Etat, que se prépare donc la révolution communiste.

Forts de cette attitude intransigeante, les communistes révolutionnaires n'en doivent pas moins suivre avec le maximum d'attention la politique du PS dans les aspects qui la distinguent de celle du gouvernement précédent. Le PS doit en effet profiter de l'alternance politique pour chercher à amortir les effets des tensions sociales provoquées par la forte

(Suite page 4.)

Ils ont assassiné Bobby Sands !

Bobby Sands, militant républicain irlandais est mort après plus de 60 jours de grève de la faim pour réclamer le statut de prisonnier politique. Thatcher, premier ministre de la très démocratique Angleterre, est bien l'héritière de cet impérialisme sanguinaire qui a massacré en Inde, à Chypre, à Aden, en Malaisie, au Kenya et... en Irlande depuis des siècles ; en Irlande du nord où, en plus de toutes les discriminations, les travailleurs catholiques subissent les pogroms des milices protestantes loyalistes, les perquisitions. L'occupation militaire des quartiers par l'armée britannique, l'internement, etc.

Les militants emprisonnés pour avoir lutté contre cette oppression, souvent torturés, internés sans procès, ont continué héroïquement dans les prisons la lutte engagée dans les quartiers et les rues contre l'impérialisme britannique. Beaucoup sont morts dans ce combat, comme T. Ashe en 1920, M. Gaughan en 1974 ou F. Stagg en 1976. Cependant leurs sacrifices n'ont pas été vains. Des victoires éclatantes ont aussi été remportées, depuis la libération de Connolly en 1913 et celle de 77 prisonniers en 1920, jusqu'à l'obtention du statut de prisonniers politiques en 1972.

Le gouvernement anglais (travailliste !) n'a pu supprimer ce statut qu'en 1976, après une vague d'internements massifs et de répression contre les catholiques.

Thatcher a pris le risque d'une « vague de violence » jamais vue depuis 1972 ? Oui, c'est la violence des travailleurs catholiques, décidés à venger et défendre leurs camarades emprisonnés. Ils érigent des barricades, affrontent quasi journellement à coups de pierre, de cocktail Molotov ou de bombes à l'acide la police (RUC), l'armée anglaise (une des plus modernes du monde) et les milices loyalistes. Les jeunes et les enfants, qui n'ont jamais connu que la guerre depuis plus de dix ans, sont au premier rang. Quelle tradition exemplaire !

(suite page 2)

Correspondance

La grève de la faim de Lyon

La grève de la faim menée à Lyon en avril dernier avait pour objectif « d'exiger une circulaire du ministère de l'Intérieur interdisant les expulsions des fils et filles d'immigrés nés en France ou y ayant passé plus de la moitié de leur vie ». La grève de la faim entreprise par deux prêtres et de jeunes immigrés a trouvé un écho favorable chez les travailleurs immigrés, car elle répond, naturellement à sa manière, à un besoin réel et pressant de lutte.

Comme on s'en doute, le bulletin de la CIMADE précisait bien qu'il ne s'agissait pas de « modifier une loi, mais d'obtenir une circulaire qui ne contredit aucune disposition légale en vigueur [en l'occurrence les lois Bonnet-Stoléru] mais en limite l'application. Il n'est pas interdit que, par une circulaire, le gouvernement s'engage à aménager des modalités particulières d'application de la loi pour tel ou tel cas, s'engage à ne pas expulser telle catégorie de population qui est à l'heure actuelle soumise au régime général des expulsions ». C'est bien ainsi que l'a entendu le gouvernement, en suspendant pour trois mois les expulsions pour cette catégorie, mais en réservant les délits graves et agressions contre les personnes.

Sans refuser par principe la grève de la faim, il est clair que son utilisation dénote une situation de faiblesse et d'isolement. Le problème qui se pose est de lutter pour surmonter ces faiblesses. Or les forces qui ont encadré la lutte ont au contraire accentué les aspects négatifs de cette méthode.

(Suite page 4.)

Premières leçons des présidentielles

Les élections présidentielles ainsi que le changement de politique gouvernementale qu'elles entraînent exigent de dresser un tableau de la situation politique en France et de l'attitude des différentes classes et des différentes forces politiques. Nous touchons ici quelques points particuliers, sur lesquels nous devons revenir de façon plus approfondie.

• LES OPPOSITIONS POLITIQUES DANS LA BOURGEOISIE FRANÇAISE

Le développement de la crise internationale a réveillé depuis plusieurs années les vieilles oppositions entre les tendances qui existent dans la bourgeoisie française. D'une part celle qui cherche à adapter l'impérialisme français à son inévitable déclin et recherche une « autonomie dans l'interdépendance » ; de l'autre celle qui « refuse le déclin » et cherche une mobilisation autour de l'Etat pour défendre les acquis, la « grandeur », etc.

Entre ces deux tendances qui s'affrontent aussi bien dans l'ancienne majorité (giscardiens et gaullistes), que dans la nouvelle (PS et PC), et même à l'intérieur du PS (rocardiens et CERES), existe la conviction commune que la force de l'impérialisme français repose, du point de vue international, d'abord sur une Allemagne entravée, ensuite sur la domination de l'Afrique et sur une forte « présence » en Méditerranée.

Cependant l'influence, aujourd'hui prépondérante dans les deux camps, de la tendance soi-disant « internationaliste », ainsi que la polarisation des élections entre Giscard et Mitterrand a eu pour effet de mettre en

relief durant la campagne une autre opposition existant dans la bourgeoisie française, qui ne coïncide pas avec la première et qui porte sur la manière de lier la question économique et la question sociale.

On a d'un côté la conception libérale, naturellement adaptée à l'impérialisme sénile, où l'Etat touche à tout dans l'économie et dans les rapports entre « partenaires sociaux ». Elle est aussi évidemment adaptée à l'Europe : même un Barre sait par expérience que les Etats européens sont plus fragiles que l'Amérique, tant du point de vue économique que politique, et que leur libéralisme doit être tempéré par une bonne dose de contrôle étatique et de réformisme social.

De l'autre côté, la conception réformiste, traditionnellement « de gauche », dont les diverses nuances, de Rocard à Marchais, insistent sur le fait qu'une politique économique menée sans un minimum de consensus social présente de gros risques sociaux. La démagogie anti-austérité du PCF ne doit pas tromper : elle signifie que ce consensus doit tenir compte de toute la politique de son courant dans tous les domaines. Cependant, là aussi, ces réformistes sont plus que réalistes. Ils savent tous que leur réformisme social doit être tempéré par une bonne dose de libéralisme, de « libre concurrence », de lutte contre le « centralisme excessif », de diminution des charges des entreprises, etc.

Si bien qu'il y a entre ces deux conceptions bien des compromis possibles, sans parler de leur solide programme commun : des entreprises fortes et agressives, une classe ouvrière qui travaille dur, un Etat solide et puissant pour veiller au grain !

• LE SENS DE LA VICTOIRE DU PS POUR LA BOURGEOISIE

Avec le coup d'Etat du 13 mai 1958, le gaullisme avait réussi à utiliser un courant chauvin né par réaction aux défaites coloniales en Indochine et en Algérie pour assurer un gouvernement fort, capable de résister aux tendances centrifuges provoquées par la crise qui secouait la société française, et d'assurer la modernisation de l'Etat et du capitalisme, et en particulier la restructuration et le redéploiement économiques. Au fur et à mesure que le gaullisme parvenait à ce résultat, il devenait moins indispensable, ce qui a permis le développement progressif dans la majorité de la vieille droite libérale avec le giscardisme et la renaissance de la gauche non communiste dans l'opposition, surtout après l'explosion de mai 68.

Le PS n'a pas seulement repris et intégré la vieille tradition de l'« unité de la gauche » née du Front populaire, le démocratisme humanitariste hérité du radicalisme et du socialisme de Blum. Il a également repris la tradition de l'interventionnisme étatique avec un zeste de pensée sociale, qui ne s'est développée par le mendésisme, a été reprise un moment à son compte par le gaullisme et dont Chirac s'est débarrassé, et qui se réclame ouvertement de Keynes et de Roosevelt. Il hérite enfin de la tradition de réformisme social, dans un style rénové, « auto-gestionnaire », cher aux « nouvelles couches moyennes » qu'il flatte et qui le lui rendent bien.

(Suite page 2.)

Où est passé l'élan de la Commune ?

Il y a cent dix ans, le prolétariat parisien ripostait par la proclamation de la Commune et de la guerre civile à la tentative gouvernementale de lui arracher les armes qu'il possédait et qui faisaient trembler de peur la bourgeoisie. La Commune vit cependant tomber dans ses mains un pouvoir auquel elle n'était pas préparée. Elle n'osa pas s'attaquer aux institutions capitalistes comme les banques, et surtout, au lieu de marcher sur Versailles avant que la contre-révolution ait le temps de s'organiser, au lieu d'exterminer ses adversaires, elle chercha à exercer une influence morale sur eux. Elle ne disposait pas d'un parti capable de lui donner unité de volonté, d'action et d'orientation, et les efforts héroïques du prolétariat furent gaspillés par une direction en grande partie petite-bourgeoise, hésitante, cherchant dans des formalismes démocratiques la justification de son manque d'énergie et de volonté révolutionnaires et une porte de secours lui évitant de prendre ses responsabilités historiques.

Cependant, malgré toutes ses fautes, la Commune a été « le modèle le plus grandiose du plus grandiose mouvement prolétarien du XIX^e siècle » comme l'affirme Lénine. Si les ouvriers parisiens avaient abandonné les armes sans combat, la démoralisation qu'une telle faiblesse aurait entraînée dans le mouvement prolétarien aurait été infiniment plus grave que les dizaines de milliers de prolétaires morts au combat et les 25.000 fusillés, sans compter les proscrits. Si lourds qu'aient été ces sacrifices, ils ont dissipé dans le mouvement ouvrier international les illusions patriotiques, ils ont donné le premier exemple d'un Etat prolétarien, ils ont montré dans les faits l'exigence d'un parti unitaire, centralisé et fort, doté d'un programme sûr et d'une volonté d'action inflexible.

Ces leçons inscrites dans la chair du prolétariat ont puissamment travaillé le mouvement révolutionnaire du prolétariat pendant la cinquantaine d'années qui ont conduit à l'insurrection victorieuse d'Octobre. Naturellement, la révolution bolchévique a éclipsé la Commune par la formidable ex-

périence révolutionnaire qu'elle a donnée à la lutte prolétarienne. C'est elle qui est sans conteste « le modèle le plus grandiose du plus grandiose mouvement prolétarien » de la première moitié du XX^e siècle.

Ferment politique pour la préparation de la victoire d'Octobre, la Commune a constitué pendant longtemps, jusqu'à ce que la contre-révolution impérialiste et stalinienne finisse par détruire l'Internationale de Lénine, un point de repère glorieux que la classe ouvrière de tous les pays a compté dans son patrimoine de lutte. Cependant, depuis l'« assaut au ciel » des ouvriers parisiens, le prolétariat de nombreux pays a conquis le « droit à la Révolution » dans des efforts et des sacrifices héroïques comparables en tous points à ceux de la Commune. Quant au prolétariat français, lui, il n'a plus fait preuve depuis de la combativité révolutionnaire qu'il avait au XIX^e siècle. « Elle n'est pas morte », proclame fièrement le titre d'une chanson célèbre d'Eugène Pottier qui appelle à venger les « cent mille assassinats » de la Commune. Il semble que cela ne soit plus vrai, que le prolétariat se soit endormi, et il est nécessaire d'expliquer ce long sommeil pour comprendre dans quelles conditions la classe ouvrière pourra retrouver sa tradition révolutionnaire.

*

Si l'on place l'évolution du mouvement ouvrier français au tournant du XX^e siècle dans son contexte international, on voit que le mûrissement impérialiste du capitalisme, avec le développement d'une véritable aristocratie ouvrière et le pourrissement de larges couches moyennes, a provoqué l'assaut d'une première vague opportuniste, lancée sous le drapeau du révisionnisme social-démocrate en 1898, puis d'une seconde vague qui prit la forme du collaborationnisme social-patriotique en 1914.

Cependant, ces catastrophes n'ont pu empêcher que la crise suscitée par la 1^{re} guerre impérialiste entraîne une formidable vague révolutionnaire prolétarienne, et permette

aux ailes communistes radicales existant par exemple en Russie, en Allemagne, en Italie, de reconquérir une influence sur le prolétariat sur les bases du marxisme révolutionnaire et internationaliste. Rien de semblable ne s'est manifesté en France. La poussée révolutionnaire des années 1916-1923 a été plus faible qu'ailleurs et, surtout, aucun courant ne s'est révélé capable de mener le combat intransigeant nécessaire pour doter le prolétariat d'un parti véritablement communiste, mis à part quelques individualités généreuses venant du socialisme comme Lefebvre, mort prématurément en 1920, ou du syndicalisme révolutionnaire comme Rosmer.

Mais avant de chercher l'explication de cette peu agréable particularité, il est utile de suivre les diverses phases du mouvement ouvrier français entre 1871 et 1914. Une activité prolétarienne renaît avec la fin de l'état de siège et connaît une phase d'incubation jusqu'en 1893. Elle est caractérisée par la naissance et le développement du Parti Ouvrier Français de Guesde et Lafargue, qui tente d'introduire le marxisme en France dans une bataille idéologique menée contre les radicaux de Clemenceau et les possibilistes de Brousse, partisan du socialisme « du possible » par les élections et la transformation de l'industrie en « services publics », bref, les nationalisations avant la lettre, puis contre les ouvriéristes d'Allemane qui allient au réformisme proudhonien de Brousse dont ils se séparent une combativité inspirée des traditions hébertiste et communarde, ainsi que contre les blanquistes, dont l'aile gauche (Vaillant) converge avec le marxisme.

Le mouvement ouvrier connaît un essor rapide dans les années 1890, avec une puissante vague de grèves et de scores électoraux socialistes. Cet essor est favorisé par la reprise économique dopée par une phase d'euphorie coloniale et impérialiste. Il s'accompagne cependant aussi d'une reconversion d'une aile du radicalisme en « socialisme indépendant » qui finira par submerger les partis de Guesde et de Vaillant, et par mettre la révolution à la remorque du parlementarisme. Et, malgré la con-

damnation en 1899 de la participation au gouvernement de Millerand, qui prétendait y faire une politique de réformes favorable à la classe ouvrière, l'unification des socialistes en 1905 se fera sous la houlette du socialisme sentimental, à fond idéaliste, humaniste, réformiste et fédéraliste de Jaurès.

Mais parallèlement, l'organisation du mouvement syndical se fait en réaction à cette évolution officielle. Il faut avoir à l'esprit l'accaparement, dans les années 1890, du socialisme officiel par les bavards petits-bourgeois qui ont toujours trahi les ouvriers, la méfiance pour le suffrage universel qui a donné Napoléon III et l'assemblée des ruraux qui a massacré la Commune, le peu de résultat obtenu jusque-là par l'action parlementaire. Si l'on ajoute les difficultés du guesdisme à comprendre l'essence et la nature même de la lutte syndicale, on comprend que l'essor de l'organisation syndicale et la constitution de la CGT entre 1895 et 1902 se firent contre lui. L'anarcho-syndicalisme partit de la revendication tout à fait justifiée de l'« action directe » pour obtenir des « réformes », c'est-à-dire des concessions sociales, pour l'opposer à la voie parlementaire ; mais il greffa sur cette méthode, naturellement utile à l'organisation ouvrière malgré ses limites, une théorie commune à l'anarchisme et à l'allemanisme, celle de la « grève générale expropriatrice » considérée comme le succédané de l'insurrection et comme l'issue magique permettant d'éviter la « conquête des pouvoirs publics » et donc le parti politique, source de tous les maux.

L'anarcho-syndicalisme, qui tenta de se protéger du parti, unifié en 1905 sur une pente largement opportuniste, n'en sera pas moins lui aussi submergé quelques années plus tard par le réformisme : après la magnifique vague de grèves de 1906-1907 et la répression bestiale qui frappa le mouvement et la CGT, les bureaucrates remisèrent de plus en plus la grève générale et l'« action directe » au magasin des accessoires, mal-

(Suite page 4.)

Premières leçons des présidentielles

(Suite de la page 1)

Sur le plan de l'attitude de l'impérialisme français, la modification de politique est pour l'instant peu sensible, mis à part le ralentissement du programme nucléaire et les amours avec Israël, bien que le PS possède une gamme de possibilités plus vaste que n'avait le giscardisme. Le changement le plus important réside sur le plan de la politique « intérieure », où l'expérience qui commence prend le contrepied de la tendance internationale qui se manifeste avec Thatcher et Reagan.

L'objectif économique déclaré est la **relance économique par la demande**, naturellement sélective et tempérée par une relance de l'offre ; du point de vue social, l'objectif est la **renégociation de garanties** et non leur suppression brutale, c'est-à-dire le retour à la politique à laquelle la bourgeoisie italienne est précisément en train de faire des accrocs aujourd'hui, faute de réserves impérialistes suffisantes.

• L'APATHIE DE LA CLASSE OUVRIERE

Le mot n'est pas de nous. C'est celui par lequel l'appareil du PS a caractérisé l'attitude de la classe ouvrière pendant la campagne électorale. Cet attentisme est une confirmation supplémentaire du phénomène qui s'est déjà manifesté ces dernières années avec le reflux des grèves et une désyndicalisation qui alarmait à juste titre les appareils réformistes et la bourgeoisie elle-même.

Le fait que ce « repli » de la classe ouvrière coïncide **grosso modo** avec la rupture de l'union de la gauche en 1977 et la défaite électorale des partis de gauche aux législatives de 78 a encore renforcé l'extrême gauche dans l'idée que la classe ouvrière a besoin de l'unité PC-PS. Il est vrai que le réflexe de l'« unité » est extrêmement vivace dans les rangs ouvriers, aussi bien sous la forme de l'« unité syndicale » que sous celle de l'« unité de la gauche », et que de larges couches se sentent encouragées et mobilisées quand l'unité des appareils se réalise. Cependant ce réflexe, qui résulte d'une longue habitude de combinaison de la lutte immédiate et de l'action parlementaire et réformiste, trempé dans le Front populaire de 1936, doit être considéré comme l'indice de l'impuissance de la classe ouvrière et non comme un levier de sa combativité.

Ce qui est donc significatif, c'est que le recul des luttes ne s'accompagne pas seulement de la déception par rapport à la divi-

sion de la gauche mais surtout d'un **détachement** par rapport à la **perspective qu'elle donne**. Ce détachement est palpable notamment parmi la jeunesse prolétarienne : des secteurs plus larges sont aujourd'hui de plus en plus « incontrôlés » comme disent les pompiers sociaux et donc beaucoup plus disponibles pour la révolte.

Ainsi, malgré la soudure du bloc électoral PC-PS-extrême gauche au lendemain du 1^{er} tour, les manifestations du 1^{er} mai ont été les plus faibles et les plus tristes des dix dernières années. Pourtant, la classe ouvrière est allée voter pour Mitterrand. Elle l'a fait **par défaut**, et non par enthousiasme. Et ce n'est que dans les tout derniers jours avant le deuxième tour que certaines couches ouvrières se sont mises à nourrir l'espoir que l'élection apporte quelque soulagement à la pression grandissante du capital.

C'est une des raisons qui incite le PS à « agir vite », comme dit Mendès France, afin d'essayer d'accrocher dans les semaines qui viennent une partie de la classe ouvrière à son expérience. C'est aussi cette situation qui explique au moins en partie le comportement politique du PC.

• LA GYMNASTIQUE POLITIQUE DU PCF

Sans doute le PC a-t-il des divergences sérieuses avec le PS sur l'attitude de l'impérialisme français. Mais il serait faux de réduire la rupture de l'union de la gauche à cette cause. Grâce à son influence sur la classe ouvrière le PCF est indispensable à l'efficacité de l'Etat dans une situation de crise sociale, et ce, quelle que soit la forme de sa collaboration : participation ou opposition au gouvernement, appui interne ou externe, déclaré ou discret... Le recul pris par le PCF par rapport au PS est sans doute aussi lié au besoin de canaliser les réactions à l'offensive capitaliste.

Cette mise du PCF « en réserve de la République » n'a donc rien d'une folie sectaire des dirigeants du PC, ou du retour de vieux démons du stalinisme ou d'une manipulation de Moscou. Elle répond à une fonction sociale du réformisme. Son attitude d'isolement peut bien lui avoir fait perdre des voix de couches moyennes (techniciens, cadres, enseignants) et de couches ouvrières qui les suivent parce que foncièrement attachées à l'« unité de la gauche » et à son style populaire et humaniste. C'est le prix qu'il était nécessaire de payer pour tenter de limiter le phénomène de détachement remarqué dans la classe ouvrière.

Naturellement, cet isolement du PCF ne marque pas un retour à une position de classe. Le PCF a durci le ton, mais en poussant à fond dans le sens d'une sorte de « poujadisme ouvrier », du social-chauvinisme qui a pour fondement l'alliance des bureaucraties ouvrières et de l'aristocratie ouvrière avec l'Etat impérialiste. C'est cela qui explique la division ouverte des travailleurs par le « fabriquons français » et le bulldozer de Vitry, mais aussi l'appel permanent au renforcement de la police sous prétexte de sécurité des citoyens.

La meilleure preuve de cette **fonction de récupération sociale** de l'opposition du PCF est la revendication d'un « gouvernement avec des ministres communistes », comme garantie de la satisfaction des intérêts ouvriers. Si on n'a pas besoin d'eux et qu'ils doivent rester dans une sorte d'opposition, le PC a sa justification. Si on a besoin de lui, alors, naturellement, le gouvernement changera **ipso facto** de nature, même s'il ne change pas d'un iota sa politique...

• LE GAUCHISME SOIXANTE-HUITARD EST BIEN MORT

Cette affirmation que nous avons déjà faite il y a trois ans est tout à fait confirmée par cette campagne électorale. Le gauchisme a bien épuisé ses velléités anti-réformistes, et il ne fait plus que parler d'un voile ouvrier les partis de gauche sur lesquels il s'aligne totalement.

L'évolution de la LCR est à cet égard significative : lancé par le refus de voter pour Mitterrand en 1965, ce courant porté par la grève de 68 est passé de la dénonciation du rôle antiprolétarien des élections en 1968-69 au gouvernement PC-PS comme voie obligatoire de l'émancipation prolétarienne en 1978, et à l'unité PC-PS inconditionnelle en 1981, au point que même le PC a pu lui rétorquer démagogiquement : « L'unité, pour quoi faire ? L'unité sur quelles bases ? ».

Mais la LCR n'est pas la seule à servir aujourd'hui de piétaille aux bureaucraties syndicales, dans la CFDT en particulier, à proclamer son appui à une expérience de gauche pourvu qu'elle fasse des concessions à la classe ouvrière. Tout l'arc-en-ciel du gauchisme soixante-huitard ou plutôt ses restes, du maofisme officiel (PCML ou PCR) au trotskysme (LOR-OCI-LO) en passant par le spontanéisme contestataire (OCT-Libération), l'anarchisme type UTCL, sans parler des « autogestionnaires » type CCA ou PSU, a

perdu toute capacité d'opposition réelle à la gauche réformiste et social-impérialiste.

Cela donne d'une part à la gauche, surtout à travers la CFDT, la capacité de manœuvre opportuniste qui lui manquait et que la CGT tend à perdre. Mais cela n'est pas sans provoquer aussi des réactions de type anarchiste, anti-organisation, anti-parti, que ce soit sous la forme de sectes doctrinaires ou du terrorisme, ou bien alors de l'autonomie, de théorisations d'organisations mixtes de type anarcho-syndicaliste, conseiliste, etc., suivant les délais plus ou moins longs de reprise d'une agitation sociale.

• LE GOUVERNEMENT PS ET LA LUTTE PROLETARIENNE

Il est certain que devant les tempêtes économiques qui s'annoncent à l'échelle internationale, rares seront les Etats qui seront épargnés par le naufrage, et que le succès des politiques bourgeoises se mesurera en termes de **maintien de la classe ouvrière sous le joug**.

La politique du PS est donc plus dangereuse que celle de Barre, du moins si la crise internationale lui permet de bien appâter la classe ouvrière et si cette dernière mord à l'hameçon.

Cependant, ce qui a porté Mitterrand à la présidence, c'est plus un réflexe de rejet de la clique libérale au pouvoir et le jeu des chiraquiens qu'une mobilisation ouvrière, ce qui rendra plus difficile l'inévitable politique d'austérité du nouveau gouvernement, et contribuera peut-être à dessiller plus tôt les yeux de la classe ouvrière.

En même temps, la collaboration plus ou moins directe de toutes les forces soi-disant « ouvrières » et « révolutionnaires » avec l'Etat, au moment où celui-ci doit nécessairement intensifier son offensive anti-prolétarienne, donne au parti marxiste révolutionnaire des possibilités accrues de propagande et d'organisation qu'il s'agit de mettre à profit par une politique solidement ancrée au programme et aux principes marxistes.

Prévu au sommaire du prochain numéro

Le programme du PS — L'attitude de l'extrême gauche — Le marxisme révolutionnaire et les gouvernements « de gauche » — Quelles 35 heures ? — Pour que revive la Commune !

Les racines de la violence au Salvador (2)

Nous avons parlé dans le précédent numéro des conditions de vie et de lutte des paysans salvadoriens. Qu'en est-il du prolétariat urbain ?

Bien que le pourcentage de la population occupée dans l'industrie ait baissé de 12,8 % à 10 % de 1961 à 1975, on a assisté en même temps au développement d'un secteur industriel plus moderne qui a réduit le poids de l'artisanat industriel, et engendré un prolétariat industriel plus concentré possédant de plus grandes capacités d'organisation et de mobilisation.

Ce processus d'industrialisation a provoqué la montée d'un syndicalisme combatif, dont la lutte a été durcie par la chute du pouvoir d'achat des salaires : — 5,5 % en 1972, — 2,2 % en 1972, — 12 % en 1974, — 11 % en 1975, et — 4,3 % en 1977. La conjoncture internationale a eu d'importantes répercussions dans le pays. Tout un secteur de l'industrie — essentiellement textile — a dû se transformer pour exporter non dans les pays voisins, mais vers les pays développés, en particulier les Etats-Unis, où la concurrence avec des pays comme Singapour ou Taïwan imposait une exploitation féroce.

Cette transformation économique a favorisé la naissance d'un mouvement syndical combatif. Selon la revue *Estudios centro-americanos* (n° 369-370, p. 591), « la majorité des revendications des syndicats tournent autour de l'amélioration des conditions de travail dans les usines : renvoi de contremaîtres, paiement intégral des salaires, respect des horaires de travail légaux, paiement des heures supplémentaires », etc. Le mouvement s'accéléra en 1979 : « Au moins 20 syndicats d'entreprises appartenant à diverses branches d'industrie ont décrété des grèves dans les trois premiers mois de l'année. Autant de syndicats ont décrété des débrayages symboliques de solidarité et de soutien aux grèves lancées dans la même période. Dans de nombreux cas, les conflits du travail ont revêtu des formes violentes ». Et ce, alors que les organisations syndicales s'étendent à l'intérieur du pays.

Pratiquement, le prolétariat est obligé de lutter dans des conditions d'illégalité. « Dans les 45 dernières années, trois grèves seulement ont été déclarées légales par les autorités compétentes [...]. Un seul exemple : celui du syndicat INCA à Santa Ana, qui a été soumis à une extermination systématique de ses dirigeants, jusqu'à l'assassinat de son se-

crétaire général, José Guillermo Ricas » (p. 596). Il est clair que l'état de siège n'a fait qu'aggraver la difficulté de ces conditions de lutte.

La violence avec laquelle la bourgeoisie s'efforce d'empêcher l'organisation et la lutte de défense des journaliers agricoles, des paysans pauvres, du prolétariat industriel et même des instituteurs a naturellement amené ceux-ci à s'allier entre eux et avec les organisations qui se réclament de la lutte armée contre l'ordre établi. La constitution du Bloc populaire révolutionnaire (BPR) a résulté de la coordination entre la Fédération des travailleurs de la campagne (née de la fusion de la FECCAS et de l'UTC), l'Union des habitants des bidonvilles, l'Association nationale des enseignants, le Comité de coordination de syndicats (qui regroupe 33 organisations syndicales), les Universitaires révolutionnaires et le Mouvement étudiant révolutionnaire. Ce front est lié aux Forces populaires de libération Farabundo Martí (FPL), organisation de caractère militaire. De même, le Front d'action populaire unifié (FAPU) comprend la fédération syndicale FENESTRAS et est lié aux Forces armées de résistance nationale (FARN), tandis que les Ligues populaires du 28 février, implantées parmi les travailleurs agricoles et les paysans, sont liées à l'ERP (Armée révolutionnaire populaire).

La violence et la terreur au Salvador sont les conséquences directes d'une lutte de classe qui naît sur le terrain de la défense des conditions de vie et de travail des masses prolétariennes qui entraînent avec elles la paysannerie pauvre. Le tiers des entreprises a connu ces derniers temps des conflits du travail, avec grèves et occupations d'usine, généralement en liaison avec les événements politiques.

C'est au point que la lutte sociale est à son tour devenue un facteur de la crise économique. C'est ainsi que l'investissement privé a chuté de moitié de 1978 à 1980, en même temps que la production industrielle est tombée de 10 %. Le secteur du bâtiment est à demi-paralysé depuis 1978. Même chose dans l'agriculture. Les exportations ont baissé de 8,1 % en 1980, mais comme les surfaces cultivées ont baissé, on s'attend à une chute de 30 % des cultures d'exportation pour 1981. Le chômage atteint aujourd'hui 50 % de la population active, tandis que les prix alimentaires de base ont doublé entre juillet 1980 et le début de 1981.

D'après ce panorama, il saute aux yeux que la lutte des masses laborieuses salvadoriennes fait partie de la lutte et des révoltes du prolétariat international nées de la crise du capitalisme mondial et qui se sont étendues de la Tunisie à l'Egypte, de la Turquie à la Pologne, de la Corée du Sud au Pérou et au Brésil. En situant la lutte sur le terrain de la violence et de la terreur, la bourgeoisie salvadorienne, appuyée par l'impérialisme US et par les bourgeoisies latino-américaines, montre clairement que les affrontements armés sont l'aboutissement inévitable des antagonismes de classe. Les masses travailleuses ont bien compris la leçon et elles aussi se sont situées sur le terrain de la guerre civile. Mais l'absence tragique d'un mouvement communiste véritable à l'échelle internationale a fait que le puissant élan des masses laborieuses a encore pu être canalisé non seulement par le stalinisme, le maoïsme et les héritiers du castrisme, mais même par l'Eglise catholique, qui l'ont mis sur la voie d'une simple réforme de l'ordre bourgeois, véhiculée par le FDR, comme nous l'avons montré dans un article précédent (voir *Le Proletaire* n° 328).

Que peut offrir la démocratie réformatrice aux masses prolétariennes ? Ce que toute la bourgeoisie mondiale offre à la classe ouvrière : une vague et trompeuse « régulation des salaires, tenant compte du coût de la vie », comme cela figure dans la *Plate-forme programmatique du gouvernement démocratique révolutionnaire*, et qui en réalité ne signifie strictement rien ; le rétablissement d'une Sécurité Sociale que tous les capitalistes (démocratiques ou non) sont aujourd'hui en train de rogner en cette époque de crise internationale ! Que peut offrir la démocratie aux masses sans réserves entassées dans les bidonvilles, si ce n'est de mettre « en route un plan massif de construction d'habitations populaires » auxquelles ces mêmes masses n'auront jamais accès, faute de ressources suffisantes ?

Que peut promettre la démocratie bourgeoise aux masses paysannes prolétariennes qui luttent contre les capitalistes et les propriétaires fonciers, si ce n'est le bluff d'une « profonde Réforme agraire qui mette la terre, aujourd'hui aux mains des propriétaires fonciers, à la disposition des grandes masses qui la travaillent », en se gardant bien de précéder non seulement la nationalisation du sol, mais même l'expropriation sans indemnités de la bourgeoisie agraire et des propriétaires

fonciers avec remise de la gestion de la terre aux organisations du prolétariat agricole et de la paysannerie pauvre ?

Des concessions dans ces domaines ne peuvent être obtenues que par une forte pression de classe sur la bourgeoisie et son Etat, car elles doivent être arrachées, non seulement aux propriétaires fonciers et à l'impérialisme, mais aux capitalistes nationaux eux-mêmes.

La tâche la plus immédiate du prolétariat et des paysans pauvres est de conquérir par la force des armes qu'ils manient le maximum de concessions de la bourgeoisie et surtout une plus grande capacité syndicale d'organisation, les droits d'association et d'activité syndicale et politique en toute indépendance par rapport à la démocratie elle-même.

Sinon la formation éventuelle d'un gouvernement du bloc démocratique risquerait d'asseoir davantage la dictature bourgeoise en intégrant les organisations ouvrières à l'Etat bourgeois, comme se le propose d'ailleurs la plate-forme démocratique quand elle affirme qu'il s'agit « d'impulser l'organisation populaire à tous les niveaux, secteurs et formes, pour [...] obtenir l'identification la plus étroite entre le peuple et son gouvernement ».

Pour la classe ouvrière des villes et des campagnes une seule issue à la crise de la société bourgeoise : la révolution communiste et la dictature prolétarienne. Nos frères de classe salvadoriens, livrés à la barbarie impérialiste, ont besoin de conquérir dans la lutte d'aujourd'hui leur indépendance de classe pour préparer cette issue, contre tous les gouvernements bourgeois.

La manière d'aider le combat de nos frères de classe centre-américains, ici et surtout aux Etats-Unis, est d'abord le retour à la lutte de classe ouverte contre l'Etat capitaliste, afin de desserrer l'étau qui écrase leur généreuse réaction de révolte ; elle est aussi de revendiquer pleinement la nature et le sens réel de leur lutte comme *notre* lutte, y compris contre les directions démocratiques que cette lutte ne peut encore dépasser.

La manière d'aider partout dans le monde à dépasser cette tragique situation, c'est pour les prolétaires d'avant-garde de consacrer toutes leurs forces à la construction du parti mondial de la révolution communiste, seul capable d'arracher la lutte prolétarienne à la direction des autres classes et d'en faire l'instrument de la mort du capitalisme.

Ils ont assassiné Bobby Sands !

(Suite de la page 1)

Pourtant, l'isolement est tragique, toute les forces bourgeoises condamnent les combattants : l'Eglise, dont le poids est important en Irlande vu le caractère religieux que prend aussi l'oppression impérialiste, l'Etat de la république du sud qui renforce ses troupes à la frontière, le Labour Party anglais qui soutient ouvertement Thatcher, lui, qui, quand il était au gouvernement, a envoyé les troupes britanniques en Irlande en 1969, a introduit le PTA (loi contre le terrorisme) en 1974, supprimé le statut de prisonniers politiques en 1976. Quant aux syndicats qui organisent aussi, ne l'oublions pas, la majorité des travailleurs protestants d'Ulster, ils empêchent toute solidarité, condamnent les grèves de la faim « élitistes », les émeutes, bref,

tout ce qui est totalement étranger aux mœurs aristocratiques et au *fair-play* bien britanniques.

Puisse la combativité, le courage, la détermination des travailleurs catholiques d'Irlande réveiller l'instinct de lutte du prolétariat de l'Europe impérialiste, endormi sous l'effet du poison réformatrice, démocratique et pacifiste ! Puissent les ouvriers irlandais enfin trouver un écho, une solidarité à leur lutte de l'autre côté du canal Saint-Georges ! Ce serait une condition pour les soulager de la pression terrible de l'impérialisme anglais, mais aussi pour leur permettre de dépasser la direction étroitement nationaliste donnée à leur lutte pour faire de l'indépendance de l'Irlande du Nord un levier de la révolution prolétarienne dans les Iles britanniques.

Enjeux des affrontements au Liban

Le mois d'avril dernier a été marqué par la reprise de la guerre civile au Liban. Des affrontements militaires ont opposé les forces syriennes aux troupes du Front National (droite chrétienne). Le premier enjeu est d'ordre stratégique. Depuis la guerre civile de 1976, la Syrie s'est solidement installée dans la plaine de la Bekâa et en a fait une véritable chasse gardée dans la mesure où cette plaine constitue un couloir idéal d'intervention pour l'armée israélienne. En effet, celui qui tient les collines de la Bekâa (qui entourent Zahlé) contrôle facilement le point de rencontre des axes Est-Ouest (Damas-Beyrouth) et Nord-Sud (ville syrienne de Horus, Golan, territoire sous contrôle israélien).

Les forces syriennes sont vite intervenues dès que les phalangistes se sont installés à Zahlé. La Syrie redoutait que ses communications sur l'axe Beyrouth-Damas et la sécurité de sa principale garnison militaire située à 8 km soient menacées. En plus, dans l'hypothèse où ce sont les phalangistes qui contrôlent la plaine de la Bekâa, il est évident que les positions syriennes seraient particulièrement fragiles devant une attaque-surprise d'Israël.

Le deuxième enjeu est d'ordre politique. La réplique syrienne à l'intervention des troupes phalangistes à Zahlé tend aussi à montrer au secrétaire d'Etat américain, Haig, alors en visite en Jordanie, que les Etats-Unis auront à compter avec la Syrie (allié officiel de l'URSS) dans un éventuel règlement au Proche-Orient. De ce point de vue, la Syrie a marqué un point. Qualifiée d'« armée d'occupation » par Haig à Jérusalem, l'armée syrienne a su pousser Reagan à écrire à Hafez-El-Assad : « La Syrie pourra assumer un rôle central dans la construction d'une paix juste au Proche-Orient ».

Le troisième enjeu est directement lié au rôle de *stabilisateur contre-révolutionnaire* que joue la Syrie dans la région. Les observateurs superficiels se plaisent à expliquer les crises et les guerres civiles qui secouent le Liban en partant *seulement* de la question confessionnelle. Certes, l'enjeu de la contestation de la bourgeoisie islamique est un nouveau *pacte régional* qui remplace celui de 1943 (qui donne l'avantage à la bourgeoisie chrétienne).

Mais depuis les années 70, la crise libanaise a pris un contenu tout à fait différent. Au-delà de la direction chiite qui était représentée par l'Imam Moussa Sadr, une mobilisation sociale réelle a commencé à se faire jour

parmi les larges masses chiites particulièrement déshéritées. Plus important encore : l'installation de la résistance palestinienne au Liban signifie l'*armement des masses*. L'« équilibre » que l'armée syrienne a pour rôle de sauvegarder aux frais des bourgeoisies arabes (Arabie Saoudite en tête) et avec la bénédiction des impérialismes américain russe, français, etc., c'est avant tout un équilibre qui se propose de contenir le mouvement des masses palestiniennes et libanaises en lutte. Qu'on se rappelle les massacres perpétrés par l'armée syrienne en 1976 et on aura une idée du rôle contre-révolutionnaire de la Syrie dans la région.

Les larmes de crocodiles versées par la presse bourgeoise occidentale sur les massacres de Zahlé ne doivent pas faire oublier l'essentiel. L'impérialisme français désireux d'intervenir au Liban n'a pu le faire cette fois-ci, car Sarkis redoute encore aujourd'hui l'intervention dans le conflit et surtout la remise en mouvement des masses qui pourrait provoquer l'impérialisme français. Les prolétaires et les révolutionnaires ici doivent dénoncer les manœuvres de l'impérialisme et exprimer leur solidarité avec leurs frères de classe au Liban en butte à plusieurs ennemis à la fois.

La gauche démocratique et l'anti-impérialisme des autres

Le crime froidement accompli contre Bobby Sands par l'impérialisme britannique ne pouvait que susciter l'indignation et la colère.

Deux manifestations ont eu lieu à Paris pour protester contre cet assassinat. L'une, le 5 mai à l'appel de diverses organisations de gauche et d'extrême-gauche, l'autre le 6 mai, à l'appel du PC.

Cependant l'orientation donnée à ces manifestations n'est pas précisément de nature à appeler les prolétaires à serrer les poings et à venger les victimes de la lutte contre l'ordre impérialiste. Elle vise au contraire à canaliser toute la colère dans la tentative aussi impuissante que misérable de « faire honte » à l'Angleterre en s'appuyant sur ses « traditions démocratiques », tradition dont les Irlandais comme les Indiens, les Jamaïcains ou les Africains peuvent parler...

Les révolutionnaires ne se contentent pas de dénoncer l'impérialisme des autres. Ils dénoncent aussi les crimes que perpète leur « propre » impérialisme, que ce soit dans les DOM-TOM ou en Afrique !

Pour la solidarité avec les emprisonnés de Blida

Nous invitons tous les camarades et sympathisants à reprendre de nouveau la diffusion du n° 13 d'EL-OUMAMI consacré au procès de nos militants et contacts emprisonnés en Algérie, ainsi que la diffusion de l'affichette 21 x 29,7 du parti intitulée : « Libérez Benkhallat et ses camarades ».

Nous invitons également tous les lecteurs qui veulent manifester leur solidarité sur la base la plus large à diffuser le bulletin n° 3 de RIPRA (Riposte à la répression en Algérie), en grande partie consacré aux emprisonnés de Blida, ainsi qu'une affiche 41 x 57 de RIPRA appelant à leur libération. Les commandes peuvent être adressées au siège du journal, qui dispose d'un quota de ce matériel, ou, directement, à RIPRA c/o Librairie Parallèles, 47, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS.

Réunion publique à Toulouse

Le vendredi 22 mai, à 20 h 30, Cité de l'Arsenal

La lutte contre la répression bourgeoise

Aidez au développement de la presse du parti. Souscrivez.

Où est passé l'élan de la Commune ?

(Suite de la page 2)

gré de fortes résistances de la base et, Léon Jouhaux, en tête, entraînent la classe ouvrière dans l'Union sacrée en août 1914.

Pour expliquer cette catastrophe terrible qui emporte dans une même chute les deux ailes opposées du mouvement, il faut se référer aux particularités de l'impérialisme français de l'époque. C'est un capitalisme plus usurier qu'industriel. Le pillage financier du monde, en particulier des colonies, et de l'Europe orientale et méridionale, a permis à une paysannerie immense de végéter accrochée à sa propriété, et à de vastes couches moyennes de vivre et de s'enrichir. Si l'on tient compte du rôle révolutionnaire joué dans le passé par la petite-bourgeoisie et la paysannerie, on conçoit le poids énormes, comparé à d'autres pays, que le socialisme petit-bourgeois, réformiste, conciliateur, individualiste et humaniste a eu dans la vie politique française.

L'autre aspect de l'impérialisme français, le faible développement industriel, l'émiettement et l'archaïsme du capitalisme, s'est traduit par une extrême difficulté d'organisation qui a donné un mouvement syndical beaucoup plus étroit que dans les pays voisins (1 million de syndiqués en 1914 pour 4 millions en Allemagne). Il s'est également reflété dans une persistance des idées proudhoniennes, pour qui la conciliation des intérêts de classe est liée aux idées d'autonomie et de fédéralisme et à un apolitisme s'expliquant au départ par la déception devant les résultats de la révolution bourgeoise, mais ensuite amplifiée dans les années 1880-90 par le dégoût légitime pour la république bourgeoise des tripotages et des scandales. Cette idéologie à fond également réformiste et individualiste, corporatif, anti-féministe et aristocratique des ouvriers de l'artisanat et de l'industrie de luxe est tout naturellement échue en héritage à « l'aristocratie ouvrière » bourgeonnante sur le tronc de l'impérialisme.

Cependant, si l'examen de ces conditions matérielles indique dans quel sens soufflait le vent, elles ne suffisent pas en elles-mêmes à expliquer qu'aucun courant consistant n'ait pu résister à la tempête en pliant

comme le roseau pour se redresser à la première occasion, et que tout le mouvement prolétarien ait été au contraire déraciné comme un chêne sous les rafales de la déclaration de guerre et de la mobilisation générale d'août 1914.

Engels disait déjà à l'époque de la Commune que le grand défaut des révolutionnaires français était les « grands souvenirs ». La longue lutte menée la main dans la main avec la démocratie bourgeoise a fini par faire considérer au prolétariat la République, clé de voûte de la démocratie et résumé du programme démocratique, comme une condition sine qua non de son émancipation. Il suffit qu'il la sente en danger pour monter sur les barricades.

Or, après 1890, alors que tout danger de restauration monarchiste a effectivement disparu, le réflexe continue à fonctionner, en particulier dans l'affaire Dreyfus, où Jaurès finit par entraîner derrière lui Guesde lui-même, un moment réfugié dans un refus plus indifférent que militant, dans la défense de la République, le bloc politique avec les radicaux.

C'est le même phénomène pour la patrie : d'ailleurs, la République qui s'est battue, relayée par l'Empire, contre toute l'Europe de 1792 à 1815, s'assimile à la patrie. Et comme elle est « république sociale » en puissance, elle doit être défendue contre l'étranger. Le POF eut malheureusement une attitude bien passive vis-à-vis de la poussée chauvine qui s'est manifestée en 1886-89 avec le boulangisme. Il était certes juste d'appeler à « ne pas choisir entre la peste et la choléra », c'est-à-dire entre Ferry et Boulanger, et de revendiquer « une troisième voie : la révolution ». Mais il n'aurait pas fallu se contenter d'attaquer chez Boulanger son passé de fusilleur en négligeant de combattre son nationalisme revanchard. La propagande nationaliste, elle, n'a pas désemparé, et la République a fini par faire oublier, en levant le drapeau de l'Alsace-Lorraine, qu'elle avait été tenue sur les fonts baptismaux par... Bismarck !

La République de Panama et des emprunts russes, de Fachoda et d'Agadir, a su utiliser ce réflexe chauvin au profit de l'impérialisme conquérant. Jaurès fera un projet

d'« armée nouvelle », curieusement dirigée contre l'Allemagne. Mais il sera assassiné pour sa campagne pacifiste. Vaillant prétendait opposer l'insurrection à la guerre, mais devant la menace allemande contre la République son vieux sang blanquiste n'a fait qu'un tour et, flanqué de Guesde, l'internationaliste, il s'est retrouvé, lui aussi, au gouvernement avec les massacreurs d'ouvriers. Il est d'ailleurs à noter que les réactions au penchant opportuniste sont restées insuffisantes et donc impuissantes, parce qu'elles se sont contentées de mettre en avant la spontanéité et l'autonomie ouvrière contre le centralisme prétendument « jacobin » ou le parti — d'ailleurs de moins en moins centraliste au fur et à mesure qu'il devenait parlementariste — conçu comme cause des trahisons. En réalité, Marx avait déjà montré que l'antinationalisme de Proudhon n'était qu'une négation des nationalités qui cachait en réalité la subordination des « autres nationalités » au chauvinisme français. L'antimilitarisme hervéiste, qui faisait le pont entre le socialisme et l'anarcho-syndicalisme à l'approche de la guerre et partait du besoin sain et révolutionnaire de s'opposer à ses préparatifs ne fit, hélas, pas exception à la règle : il s'est transformé lui aussi du jour au lendemain en jusqu'au-boutisme patriotard !

Les qualités irremplaçables de la Commune avaient été la magnifique combativité de la classe ouvrière, sa disponibilité au combat révolutionnaire, mais ses faiblesses étaient grandes. C'était d'abord « l'erreur fatale des socialistes français qu'est la réunion de ces deux objectifs contradictoires : patriotisme et socialisme », dira Lénine ; c'est ensuite le formalisme démocratique opposé aux mesures énergiques, à la terreur, à la dictature, ainsi que l'autonomie locale, l'improvisation, le fédéralisme opposé à la centralisation et au parti.

L'histoire des cinquante années qui ont suivi montre que, malgré la dualité du mouvement ouvrier qui s'est consolidée, d'un côté la tendance socialiste et de l'autre la tendance syndicaliste, chacune prenant appui sur les défauts de l'autre pour pousser les siens à l'absurde et donc à une nouvelle impuissance opportuniste, les deux tendances sont restées

liées, avec leurs sensibilités différentes, par la tradition commune démocratique et patriotique de la « grande révolution », la révolution bourgeoise où le prolétariat a fait son expérience révolutionnaire.

Or, lorsque la bourgeoisie épuise ses capacités historiques progressives comme c'est le cas entre 1870 et 1900 en gros, et qu'elle commence sa mutation impérialiste, comme cela se passe en grand avec Jules Ferry à partir de 1881, la consolidation de la société bourgeoise, l'extension de la démocratie, la participation des chefs ouvriers à la gestion des municipalités et même au gouvernement, la reconnaissance des syndicats et les réformes sociales permises par l'impérialisme, commencent à amortir tout doucement la spontanéité révolutionnaire, l'état de révolte permanent hérité de la période passée, et la bourgeoisie utilise les « grands souvenirs » de lutte commune pour les besoins exclusifs de ses pillages et ses disputes impérialistes et ceux de la conservation sociale. C'est ainsi que les bons côtés de la Commune ont peu à peu été submergés par ses faiblesses.

Pour combattre ces « réflexes républicains », il faut davantage que les réactions instinctives du prolétariat, qui d'ailleurs n'ont pas manqué à cette époque. Il faut une action et une éducation constantes guidées par une théorie sûre et éprouvée. La grande faiblesse du mouvement ouvrier français a toujours été le mépris de la théorie, et la tentative de Guesde et Lafargue, malgré des efforts louables, n'a pas été suffisamment tranchante sur tous les points de raccordement entre le programme démocratique et le programme communiste pour ne pas se faire emporter par le courant dès qu'ont joué les vieux et puissants réflexes nés des luttes passées. De plus, ce fut une tentative un peu trop « doctrinaire » et « rigide » pour ne pas repousser le mouvement spontané en combattant pélemêle ses bons côtés avec les mauvais, c'est-à-dire ses fantasmagories théoriques, perpétuant ainsi la méfiance envers la théorie, le centralisme et donc le parti.

Nous verrons dans un prochain article la douloureuse expérience du mouvement ouvrier français depuis 1914 et les conditions politiques indispensables pour que « revive la Commune ».

Les pompiers sociaux

(Suite de la page 1)

pression exercée sur la classe ouvrière par le capitalisme ces dernières années. Il doit prendre les devants d'une agitation éventuelle par une politique qui doit commencer par faire certaines concessions. Pour lui, il s'agit d'appâter la classe ouvrière de manière à la faire mordre à l'hameçon de la gauche qui utilisera tout de suite cette confiance pour tenter de faire accepter les sacrifices exigés par la poursuite de la restructuration de l'appareil économique de l'impérialisme français.

L'attitude marxiste révolutionnaire vis-à-vis de ces concessions est la suivante :

1) lutte pour que celles-ci soient les plus grandes possible grâce à une forte pression de la classe ouvrière : les 35 h à salaire égal pour tous et tout de suite ; 800 F pour tous et donc SMIC à 3.600 F tout de suite ; la retraite à 60 ans et la 5^e semaine de congés tout de suite ; plein salaire aux licenciés et le SMIC aux autres chômeurs, sans parler des revendications qui n'ont pas fait l'objet de promesses pendant la campagne ;

2) refus de toute contrepartie vidant ces mesures de leur contenu, instaurant la division des travailleurs ou visant à museler la lutte de classe ;

3) refus d'appuyer le gouvernement sous prétexte d'organiser une pression sur le patronat. S'il y avait des disputes entre le patronat et le gouvernement, la classe ouvrière devrait profiter de l'affaiblissement provoqué par ces disputes pour avancer ses revendications avec plus de force encore.

Cette indépendance de classe, à laquelle devront être conquises des avant-gardes ouvrières dans leur lutte pour les revendications vitales, ne pourra être défendue que contre les manœuvres de l'opposition de mauvais aloi du PCF ou les tergiversations des « gauchistes soixante-huitards » charmés par le chant des sirènes démocratiques et réformistes. Elle est aussi une des conditions pour mieux se défendre aujourd'hui tout en rassemblant et en entraînant, dans cette lutte nécessaire, les forces qui devront donner une issue révolutionnaire à la crise du capitalisme.

Directeur-gérant SARO
Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton - 75012 PARIS
Distribué par les NMPP
N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52928

● Lyon : la grève de la faim

(Suite de la page 1)

Le PS, qui depuis des années se plaint que le « gouvernement français se refuse à organiser sérieusement l'immigration », c'est-à-dire dans les faits, à resserrer les tenailles du régime d'exception qui fait vivre une partie de la classe ouvrière en France sous une menace permanente. La CFDT, favorable au « contrôle » (forcément policier) de l'immigration, s'est fait une spécialité de la reprise en mains de travailleurs combattifs (travailleurs de la confection, nettoyeurs du métro), et de l'arrêt des luttes sous prétexte d'un « succès complet » bien avant le résultat réel. Enfin, l'Eglise excelle à noyer les oppositions de classe sous des catégories morales, et à pousser vers des méthodes pacifistes qui conviennent à toutes les « consciences ».

Toutes ces forces ont senti l'urgence de reprendre le contrôle des travailleurs immigrés, et de combler le risque de vide créé par l'attitude cyniquement chauvine du PCF, en face duquel le PS n'a pas trop de mal à prendre des airs de vertu internationaliste — pourvu que les travailleurs aient la mémoire courte, et même très courte dans la région lyonnaise où les déclarations de Charles Hernu sur les ghettos et les quotas sentaient déjà le bulldozer.

En fait, à Lyon comme à Massy, où les immigrés menacés d'expulsion ont entrepris une grève de la faim, la lutte a reflué après un cycle de 7-8 ans à un niveau voisin de celui des premières grèves de la faim de 1973, après un magnifique développement dans la grève des loyers de la Sonacotra. Elle peut même sembler repartir de plus bas, dans la mesure où l'isolement manifesté par les méthodes employées est encore plus grand, et où les leçons des luttes antérieures semblent concentrées dans un petit nombre d'individus. C'est pourquoi le travail de contact et de liaison qui maintiennent ces avant-gardes, si petites soient-elles, est infiniment précieux et doit tendre à rejoindre le potentiel de révolte que les forces de collaboration de classe essaient de détourner vers des buts illusoire et des méthodes pacifistes et impuissantes.

Lisez et diffusez

Programme
communiste

el-oumami

il programma comunista

SOUSCRIPTION PERMANENTE LISTE N° 9

Paris : 2.675 F ; Grenoble, réunion publique : 95 F ; pour la presse internationale : 236,50 F ; Lausanne : 164 F ; Lille : 165 F ; un lecteur de Belgique : 700 F ; des abonnés : 20 F.

« Solidarité Algérie » : Paris : 3.080 F ; Grenoble : 480 F ; un lecteur : 52 F.

Total	7.667,50 F
Total précédent	51.472,50 F
Total général	59.140,00 F

Réunions publiques à Paris

Le vendredi 22 mai, à 20 h 30,
27, avenue de Choisy
(Métro : Porte-de-Choisy)

Leçons des
présidentielles :
Les pompiers sociaux
sont arrivés

à Grenoble

Le mercredi 26 mai, à 20 h 30,
Salle Millet, 11, rue Millet

La lutte contre la
répression bourgeoise

à Bruxelles

Le samedi 16 mai, à 18 h 30,
Café de la Régence,
12, place F.-Cocq

De la crise de la société
bourgeoise à la révolution
communiste mondiale

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● A Bruxelles : le 2^e lundi de chaque mois, de 19 h 30 à 21 h 30, Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

● A Aix-en-Provence : vente le 2^e samedi du mois, de 11 h à 12 h, au marché devant le Palais de Justice.

● A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● A Arles : vente sur le marché du boulevard des Lices tous les samedis, de 11 h à 12 h.

● A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 h à 12 h.

● A Besançon : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30, devant le Suma de Pianoise, avenue de Franche-Comté.

● A Caen : vente au marché Saint-Pierre de 10 h 30 à 11 h 30, le premier et le troisième dimanche de chaque mois.

● Grenoble : vente au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, dimanche tous les quinze jours, soit les 10 et 24 mai, 7 et 21 juin, etc.

● Au Havre : vente au marché d'Harfleur le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois.

● Au Mans : vente sur le marché de Pontlieux, le 2^e dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30.

● A Laval : vente sur le marché de la Cathédrale le 1^{er} samedi de chaque mois, de 10 h 30 à 12 h.

● A Lille : tous les mercredis de 18 h à 19 h 30, 27, rue Adolphe.

● A Lyon : 17, rue René Leynaud, Lyon 1^{er}, dans la cour, 2^e porte à gauche, de 14 h à 16 h, les samedis 9 et 23 mai, 6 et 20 juin, etc.

● A Nantes : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Tallensac, de 10 h 30 à 11 h 30.

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 15 h à 18 h, et le mercredi de 18 h 30 à 20 h 30 (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

● A Roubaix : vente au marché (face à la poste) de 11 h à 12 h, le 3^e dimanche de chaque mois.

● A Strasbourg : vente au marché de Neudorf, place du marché, de 9 h à 10 h, le 1^{er} et le 3^e samedi du mois.

● A Toulon : vente au marché du cours L.-Blanc à La Seyne-sur-Mer, dimanche tous les quinze jours, soit les 24 mai, 7 et 21 juin, etc.

● A Toulouse : vente au marché Saint-Sernin, dimanche tous les quinze jours, de 11 h à 12 h, soit les 24 mai, 7 et 21 juin, etc.

● A Valence : vente le dimanche tous les quinze jours de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourglés-Valence, place de la Liberté, soit les 24 mai, 7 et 21 juin, etc.

EN SUISSE

● A Lausanne : tous les samedis de 10 h à 12 h, 12, rue du Pont, atelier au Rez sup.

CORRESPONDANCE POUR LA BELGIQUE
J.A. BP 199
1060 BRUXELLES 6

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE
Editions Programme, 12, rue du Pont,
1003 LAUSANNE